



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20240626-DEC-DAEN0600 DU **27 JUIN 2024**
IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

À LA SOCIÉTÉ TANNERIES ROUX, DONT LE SIÈGE SOCIAL
EST SITUÉE 2 AVENUE BRUNO LARAT À ROMANS-SUR-ISÈRE (26),
CONCERNANT LE SUIVI ET LE TRAITEMENT D'UNE POLLUTION AUX PCB DES
EFFLUENTS INDUSTRIELS REJETÉS PAR L'ÉTABLISSEMENT SITUÉ À LA
MÊME ADRESSE

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012047-0031 du 16 février 2012 autorisant la société TANNERIES ROUX SA pour son installation située au 2 avenue Bruno Larat à ROMANS-SUR-ISÈRE ;

Vu l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose que : « *l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour (...) prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.* » ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 mars 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2792-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 30 mai 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 31 mai 2024 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 17 juin 2024 ;

Considérant que la société TANNERIES ROUX est autorisée à exploiter une installation classée relevant du régime de l'autorisation sous la rubrique 2351 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant la survenue en 2023 d'une pollution aux polychlorobiphényles (PCB) sur les installations exploitées par la tannerie, ayant entraîné un rejet de PCB dans les effluents industriels de la tannerie, puis dans le réseau des eaux usées de la commune ;

Considérant que les PCB, famille de composés aromatiques organochlorés dérivés du biphényle, ont une toxicité avérée pour l'homme et l'environnement ;

Considérant que les PCB sont des polluants organiques persistants (POP), difficiles à détruire dans l'environnement ;

Considérant que la source de pollution aux PCB a été identifiée et supprimée par l'exploitant, mais qu'une pollution résiduelle demeure du fait de la pollution d'une partie des installations du site, notamment au niveau des différents équipements de collecte et de traitement des eaux usées, depuis l'atelier concerné jusqu'au point de rejet des effluents industriels ;

Considérant qu'il convient d'imposer à l'exploitant les mesures identifiées par ce dernier afin de traiter les sources résiduelles de pollution identifiées dans les réseaux de collecte des eaux usées et les capacités associées (effluents, boues...) ;

Considérant qu'il convient de s'assurer de la mise en place d'un suivi de l'efficacité des actions correctives identifiées et de leur suffisance, dans l'objectif de supprimer les rejets de PCB dans les effluents industriels de la tannerie ;

Considérant qu'il convient s'assurer une autosurveillance des rejets en PCB, que pour les installations de tri, transit, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT, une valeur limite de 0,3 µg/l est définie ;

Considérant que l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) n'est pas requis ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions prévues par les articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, qui disposent que l'autorité compétente peut imposer à tout moment toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1

La société TANNERIES ROUX SA, dont le siège social est située 2 avenue Bruno Larat à ROMANS-SUR-ISÈRE, numéro de SIREN n°435480132, est tenue de respecter pour ses installations exploitées sur son établissement situé à la même adresse, les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Identification et traitement de sources de pollution résiduelles aux PCB

L'exploitant identifie l'ensemble des parties des installations du site susceptibles d'avoir été polluées aux PCB au cours de l'année 2023 du fait de la pollution survenue au niveau de l'atelier de finissage.

Il établit une liste des actions correctives mises en œuvre et programmées au niveau de ces installations (avec échéancier le cas échéant), pour d'une part définir le niveau de pollution (prélèvements dans les boues et/ou les effluents par exemple) et d'autre part traiter cette pollution.

L'exploitant transmet sous 1 mois à l'inspection des installations classées le résultat de ce recensement et des actions correctives associées, ainsi que les mises à jour (jusqu'à finalisation du plan d'actions).

Article 3 : Autosurveillance des rejets sur les PCB

L'exploitant réalise une autosurveillance sur les PCB au point de rejet des eaux industriels :

- à une fréquence hebdomadaire tant que la concentration sur la somme des PCB reste supérieure à 0,3 µg/l,
- à une fréquence mensuelle tant que les concentrations mesurées en PCB sont supérieures aux seuils de détection (0,005 µg/l).

La diminution de la fréquence de surveillance (passage d'une fréquence hebdomadaire à mensuelle) n'est réalisée qu'à partir du moment où la condition fixée en concentration sur la somme des PCB est vérifiée sur au moins 3 prélèvements consécutifs à compter de la signature du présent arrêté.

L'arrêt de la surveillance (passage d'une fréquence mensuelle à un arrêt de la surveillance) n'est réalisée qu'à partir du moment où la condition fixée en concentration sur les PCB analysés est vérifiée sur au moins 3 prélèvements consécutifs à compter de la signature du présent arrêté, ainsi qu'après la transmission du dernier bilan périodique visé à l'article 4 du présent arrêté.

La surveillance est à minima maintenue sur l'ensemble de l'année 2024.

Les analyses portent à minima sur la liste des PCB suivants : PCB 28, 44, 52, 101, 105, 118, 138, 149, 153, 170, 180, 194 et 209.

Article 4 : Bilan périodique des résultats de l'autosurveillance

L'exploitant réalise un bilan périodique synthétique des résultats de l'autosurveillance menée sur les PCB. Ce bilan fait l'objet d'une transmission à l'inspection des installations classées tous les 2 mois.

Ce bilan comporte en tant que de besoin une mise à jour du programme d'actions correctives visant à supprimer la pollution résiduelle aux PCB.

L'exploitant peut solliciter un aménagement des conditions d'autosurveillance fixées à l'article 3 sur la base de ce bilan et de justificatifs associés.

Article 5 : Justificatifs d'élimination des déchets contenant des PCB

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs relatifs aux évacuations des déchets réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions, pendant une durée minimale de 3 ans.

Article 6 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Article 7 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Romans-sur-Isère pendant une durée minimum de quatre semaines.

La maire de Romans-sur-Isère fera connaître par procès-verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 : Exécution - Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et la maire de Romans-sur-Isère, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **27 JUIN 2024**

Le préfet,

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU